

Honduras : le moment de vérité pour l'administration Obama

lundi 13 juillet 2009, par [COCKROFT James](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juillet 2009).

Le coup militaire en cours au Honduras est un coup dur qui s'accompagne de plusieurs vaines tentatives de le faire apparaître comme mou et « constitutionnaliste ». Derrière le coup il y a plusieurs forces sociales, économiques, et politiques, dont la plus importante est l'administration du président Barack Obama. Aucun changement important ne peut se produire au Honduras sans l'approbation de Washington. L'oligarchie hondurienne et les firmes transnationales (bananières, pharmaceutiques) défendent leurs intérêts comme elles ont toujours fait, avec un coup militaire.

Des fonctionnaires du gouvernement étatsunien ont connu avant le coup les plans des putschistes ; ils y ont pris part et ils continuent d'y prendre part quelque soient les différences typiques que l'on retrouve toujours dans des situations aussi difficiles, étant donné dans ce cas la force des mouvements sociaux qui promeuvent la démocratie et une assemblée constituante.

En même temps, plusieurs individus et groupes de l'extrême-droite aux États-Unis continuent à promouvoir des coups militaires et des « incidents » comme la détention récente d'un vieux couple étatsunien accusé de transmettre des secrets du gouvernement à Cuba alors que la Cour suprême des États-Unis refusait d'entendre la cause des Cinq héros cubains injustement emprisonnés pour avoir conspiré pour se livrer à l'espionnage. L'extrême-droite étatsunienne voit Obama comme « un socialiste » dans sa politique intérieure et « un traître » dans sa politique étrangère, par exemple à propos de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur, du Paraguay, du Salvador - et, logiquement, du Honduras pour s'être permis d'adhérer à l'ALBA. Voilà pourquoi on voit des gens comme Negroponte, Reich, et autres ex-fonctionnaires gouvernementaux s'engager dans le coup hondurien et sa défense. Cette offensive de l'extrême-droite aux États-Unis accompagne celle qui se déroule en Amérique centrale et dans ces autres parties de ce que José Martí appellerait « Notre Amérique », où l'on entend beaucoup de voix et une part significative des médias qui non seulement défendent le coup des gorilles au Honduras mais qui préconisent des processus semblables dans leurs pays.

Les forces militaires américaines sont présentes pour coordonner ou offrir leur aide dans tout ceci, comme cela s'est produit en avril 2002 au Venezuela et maintenant au Honduras depuis leur base à Soto Cano, qu'elles ont utilisée dans la guerre sale contre les Sandinistes nicaraguayens dans les années 80. Le chef des Forces armées du Honduras, le Général Romeo Vásquez, et le Commandant de l'aviation du Honduras, le général Luis Javier Prince Suazo, sont des diplômés de l'École des Amériques, établie par les États-Unis pour former des milliers de soldats latino-américains dont quelques uns devinrent des dictateurs pendant les sales guerres du siècle passé, qui se poursuivent encore aujourd'hui dans des pays comme la Colombie, le Pérou et le Mexique, et qui commencent à apparaître de nouveau à travers les paramilitaires au Venezuela et dans d'autres pays. L'ambiguïté et les contradictions dans les déclarations du président Obama et de sa Secrétaire d'État Hilary Clinton à propos du Honduras et de son coup militaire « illégal » (un coup militaire peut-il être « légal » ?) reflètent la complexité de la politique étatsunienne. Mais on ne doit pas se surprendre puisque nous avons vu la violation des promesses tenues durant la campagne électorale de 2008 quant au recours à la torture des prisonniers ou des « captifs », la suspension de l'*habeas corpus* et la possibilité de détenir sans procès des citoyens étatsuniens, le manque de transparence, les

guerres en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, etc.

Le cadavre qu'était l'OEA a donné des signes d'une éventuelle nouvelle vie avec son vote contre le coup au Honduras, mais on peut voir derrière ce geste une tentative par le gouvernement états-unien de dissimuler son propre rôle dans le coup et d'utiliser l'OEA comme un instrument pour une solution « négociée » ou encore armée, du style Haïti 2004 ou Saint-Domingue 1965. La possibilité d'un autre scénario comme celui-ci, mais encore plus dangereux, existe maintenant, parce que la force militaire états-unienne est beaucoup plus grande que toute résistance civile-militaire de type insurrectionnel ou de type guérilla que l'on pourrait imaginer, du moins pour le moment. Pendant ce temps, les gorilles du Honduras consolident leur pouvoir sur le terrain et les mouvements sociaux honduriens résistent pacifiquement et héroïquement. Dans le reste de Notre Amérique les forces de la droite, soutenues économiquement et militairement par l'administration Obama, essaient de renverser l'ALBA et leurs gouvernements, principalement le Venezuela.

C'est un devoir moral et une nécessité politique que les autres gouvernements latino-américains et du monde, à commencer par les plus progressistes, chassent du pouvoir les putschistes, les traduisent en justice et restaurent le président démocratiquement élu, Manuel Zelaya. Pour l'administration Obama, c'est le moment de vérité.

P.-S.

* Traduction : Claude Morin.

* James Cockcroft a écrit plus de 30 ouvrages sur l'Amérique latine, il enseigne à l'Université de l'État de New-York par internet et vit à Montréal.